Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF
SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français **8 mai 2019**

La connivence d'Emmanuel Macron avec le monde de l'argent n'est pas nouvelle, la suppression de l'ISF ou la désignation de l'ancienne directrice de l'ENA, Nathalie Loiseau comme tête de liste aux élections européennes, n'étant que la partie émergée de l'iceberg. La tentative du gouvernement de privatiser les aéroports de Paris en faveur du groupe Vinci est un nouvel épisode. Mais la mobilisation des salariés et des élus de la nation vient de marquer un point décisif : le Conseil Constitutionnel valide le principe d'un référendum. Reste à réunir 4,5 millions de pétitions, à partir du mois de juin. D'ores et déjà, les communistes de Fécamp appellent à la création d'un collectif fécampois pour relayer ce Référendum d'Initiative Partagée afin de faire reculer Macron

Les élections européennes du 26 mai prochain vont également être l'occasion, avec le bulletin de vote pour la liste emmenée par Ian Brossat, de mettre un double carton rouge à Macron : à son univers du « pognon de dingue » et à son Europe libérale. Les Français ne sont pas condamnés à subir un duel libéraux contre fachos, comme voudraient nous le faire croire les médias. Le 26 mai, nous ne seront pas contraints à un « choix » moisi entre Le Pen et Macron. Car les élections européennes sont les seules qui ont lieu à la proportionnelle intégrale, en un seul tour : chacune et chacun sait que sa voix permettra de faire élire un-e député-e conforme à ses idées, ses valeurs.

Bien sûr, nous aurions souhaité qu'il y ait moins de dispersion à gauche. Nous restons persuadés qu'une liste commune rassemblant Générations.s, France Insoumise et PCF était possible. Dans le débat à gauche entre ceux qui veulent sortir de l'Europe et ceux qui, comme les communistes, préfèrent l'option de la désobéissance aux traités européens ultra-libéraux, existait la possibilité d'accords politiques pour défendre nos valeurs communes. Une liste unie était possible pour aller ensemble à Bruxelles défendre nos services publics ou bien pour défendre le système de sécurité sociale créé en 1945 par Ambroise Croizat, ministre communiste du 1er gouvernement de la Libération, présidé par le général de Gaulle

La grande originalité de la liste présentée par le PCF à ces élections européennes réside également dans sa composition : c'est la seule liste qui, au-delà de la parité homme-femme, comprend également 50 % d'employés et d'ouvriers, comme Nacim Bardi, le délégué CGT de l'usine Ascoval qui vient de réussir à sauver son entreprise. Dans ce numéro du Rouge-Gorge, vous trouverez un portrait de ce militant courageux et attachant. Pour le monde du travail, ce serait une bonne chose qu'il soit élu député européen et fasse entendre à Bruxelles une autre voix que celle des lobbies de la finance et des copains de Macron. Cela ne tient qu'à chacune et chacun d'entre nous. Posez-vous cette question toute simple : ***aujourd'hui, à combien de personnes de mon entourage ai-je proposé de mettre un carton rouge à Macron grâce au bulletin de vote en faveur de la liste emmenée par Ian Brossat « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent « ?***

AU SOMMAIRE :

Page 2 : Le vice-président de l'agglo refuse d'envoyer des médecins salariés dans les villages de notre territoire — handicapés : les grands diseux de la mairie de Fécamp

Page 3 : l'office des sports frappé par la suppression des emplois aidés — Le préfet réécrit l'histoire — Brèves de campagne

Page 4 : Nacim Bardi, l'ouvrier d'ASCOVAL candidat aux élections européennes

Page 5 : Traités européens : à gauche, qui a voté quoi ? — zoom sur les listes se réclamant de la gauche

Page 6 : Le Pen et sa liste « salut les copains » - la privatisation des aéroports de Paris bientôt soumise à un référendum ?

Page 7 : le comité de soutien à la liste de Ian Brossat fait le plein !

Santé : tout va très bien, Madame la Marquise

« Tous les habitants ont un médecin pour chacun » selon le vice-président de l'agglomération. Mais siiii, puisque c'est lui qui le diiit

A gauche, les nouveaux jeunes médecins du centre de santé de Fécamp. A droite (sa place…), le très controversé M. Serge Lecrosnier

Qui les malades de l'agglomération fécampoise doivent-ils croire ? Mme Poussier-Winsback, présidente de la l'agglomération de Fécamp ou bien M. Lecrosnier, son vice-président ? La présidente annonce dans la presse locale que notre agglomération vient de voter un budget pour embaucher des médecins salariés supplémentaires au sein du centre de santé intercommunal et qu'elle est prête à réfléchir pour envoyer ces médecins assurer des permanences dans des communes qui n'ont plus de médecins libéral, comme Yport, les Loges. Mais quand le collectif « Un médecin pour chacun » remet au vice-président la pétition des habitants des Loges pour que ce médecin vienne assurer des permanences dans le cabinet médical tout neuf dont dispose la commune, M. Lecrosnier refuse tout net, comme le montre la vidéo tournée lors de l'inauguration du nouveau centre de santé intercommunal, le vice-président ajoutant, sans sourciller que le problème est réglé et que *« tous les habitants ont désormais un médecin pour chacun ».* Il se murmure parmi les élus locaux que l'approche des élections municipales ne serait pas étrangère à la petite musique très personnelle que joue aujourd'hui M. Lecrosnier Mais dans ces bisbilles entre la présidente et le vice-président de l'agglomération, où est l'intérêt des malades ? Et que vont devenir les pharmacies des communes qui n'ont plus de médecins ?

Les grands diseux de la mairie de Fécamp...

En 2018, nous avions alerté Mme Dominique Tessier, adjointe au maire de Fécamp et conseillère départementale LR, sur l'impossibilité pour les personnes en fauteuil roulant de passer le tourniquet des jardins du quartier du Ramponneau. C'était promis, juré, craché, elle allait s'occuper du dossier avant les beaux jours. 2019 : rien n'a été fait. Mme Dominique Tessier : un nom à ajouter à la longue liste des grands diseux mais petits faiseux de la mairie, comme on dit chez nous ! Pour en savoir plus, visionnez la vidéo

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Le site web de la section de Fécamp du PCF

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Notre e-mail

rougegorge@pcf-fecamp.fr

L’office des Sports de Fécamp mis à mal par la politique du gouvernement

L’Office des Sports de Fécamp, créé voici 50 ans, vient de vivre son Assemblée Générale annuelle. Une assemblée assombrie par le départ annoncé en janvier 2020 de sa secrétaire Clémentine, dont l’emploi aidé vient d’être supprimé par le gouvernement d’Emmanuel Macron. Un énorme souci, donc, pour le président Laurent Demare, qui va devoir reconstruire l’Office des Sports en dépit de son important bilan qui montre combien cet Office est indispensable à la vie associative de Fécamp : aide à l’organisation de La Rose, animations estivales sur la plage, prêt d’un minibus aux clubs sportifs de l’agglomération, réalisation des plannings d’utilisation des équipements sportifs de la ville de Fécamp. Ces difficultés ne sont hélas pas propres à l’Office des Sports, beaucoup d’associations ayant vu leurs emplois aidés supprimés par Emmanuel Macron, au nom de la sacro-sainte limitation à 3 % des déficits publics imposée par les traités européens actuels. Le 26 mai, mettez un carton rouge à Macron !!!

Quand le préfet de Normandie réécrit l’histoire

Le gouvernement et son préfet n’en sont plus à une mesquinerie près : dernier épisode en date, la tentative d’exclure les communistes de Rouen des cérémonies du 8 mai 1945. Comme si, pendant la dernière guerre mondiale, 75 000 adhérents du PCF n’avaient pas été fusillés ou déportés en raison de leur engagement contre l’occupant nazi, ce qui avait d’ailleurs valu au moment de la Libération au PCF le surnom de « parti des fusillés ». Cette tentative lamentable pour rayer de notre mémoire tout un pan de l’histoire de France trouve sa meilleure réponse dans les noms de nos rues : boulevard Suzanne Clément, rue Robert Delasalle. En cliquant sur leurs noms, ci-dessus, nous vous invitons à découvrir l’histoire de ces communistes fécampois qui se sont sacrifiés pour notre liberté

Le tweet de la semaine

@Celine_Brulin

Faut-il cruellement manquer d’honneur pour empêcher le PCF et ses élus de fleurir des monuments lors des commémorations officielles de la déportation comme à Rouen ou Elbeuf. Rien n’effacera l’engagement communiste dans la Résistance, ni l’unité dont elle fit preuve !

La sénatrice communiste de la Seine-Maritime n’a guère apprécié que les conseillers municipaux PCF de Rouen n’aient pu déposer de gerbe, dimanche dernier, au motif, selon la préfecture, que c’est la République qui rend hommage aux déportés et non les groupes politiques. Jusqu’à présent, ces derniers bénéficiaient d’une dérogation.

Brèves de campagne

- Le cynisme et l’hypocrisie sont devenus une marque de fabrique du macronisme. Après sa candidate aux élections européennes Nathalie Loiseau, l’ancienne directrice de l’ENA qui s’autoproclame rempart contre Le Pen alors qu’elle a fricoté avec l’extrême-droite dans sa jeunesse, voici maintenant Christophe Castaner, le ministre de l’intérieur qui, faisant flèche de tout bois pour discréditer les mouvements sociaux, accuse à tort des gilets jaunes paniqués par un gazage des CRS « d’avoir attaqué un hôpital ». Au-delà de cette fake-news ministérielle se pose cette question grave pour notre démocratie : les casseurs et les black-blocks sont-il devenus les auxiliaires du pouvoir ?
- Appel à la mobilisation du compositeur grec Mikis Theodorakis : « les banques ramèneront le fascisme en Europe »
- 932 ultra-riches ont financé plus de la moitié de la campagne électorale présidentielle d’Emmanuel Macron
- En panne d’inspiration pour son programme, Nathalie Loiseau a pompé mot à mot une proposition de Ian Brossat en faveur des droits des femmes !
- La rivalité entre la France Insoumise et les écologistes se fait de plus en plus féroce à l’approche des élections

- Josiane Balasko appelle à voter Ian Brossat. Elle assurera la voix « off » de son clip de campagne
- Difficiles tractations entre le PS, les radicaux de gauche, Nouvelle Donne et Place Publique pour constituer la liste de Raphaël Glucksmann

Les salariés d'ASCOVAL tiennent enfin leur victoire

Nacim Bardi avec ses camarades de lutte

Après 4 ans d'une lutte âpre, les salariés de l'usine ASCOVAL, dans le Nord, viennent de réussir à sauver leur usine, qui sera reprise par le groupe British Steel *« C'est un soulagement ! Cette victoire est le fruit des mobilisations des salariés qui n'ont rien lâché pour préserver leur outil de travail. Ce n'était pas simple, beaucoup ont voulu abandonner et démissionner »,* se réjouit Nacim Bardi, délégué CGT de l'aciérie. Nacim Bardi, 42 ans, est ouvrier mais aussi candidat sur la liste du PCF aux élections européennes. Son directeur, Cédric Orban, 59 ans, est ingénieur civil. Tous deux travaillent chez ASCOVAL. Les deux hommes partagent le même but : sauver l'aciérie de Saint-Saulve, dans la banlieue de Valenciennes (Nord), et l'emploi de ses 270 salariés. Et ils y sont arrivés. Mais que ce fut dur… 4 années d'un combat de tous les jours, souvent seuls contre tous, Bruno Lemaire, le ministre de l'économie ne se décidant à venir les soutenir que ces dernières semaines

« M. Orban est un industriel, rien à voir avec des fonds d'investissement qui achètent des entreprises avec une vision comptable et qui ne savent pas comment ça marche. En cela, il a établi une relation de travail avec les syndicats », explique Fabien Roussel, député communiste de l'arrondissement et secrétaire national du PCF. Mais les débats ont parfois été houleux, notamment sur le temps de travail, lorsque l'un des repreneurs potentiels, le groupe d'Altifort, a émis l'exigence d'une perte de 10 jours de RTT, avant, finalement, de se désister : *« du chantage ! Mais on a accepté, car notre objectif premier était de maintenir l'activité »*, relate Nacim Bardi. De son pavillon en briques rouges à Bruay-sur-l'Escaut, le syndicaliste entend le ronronnement du four de l'aciérie où il est entré à 27 ans. Titulaire d'une maîtrise de commerce, il était chauffeur de car avant d'y devenir couleur-fondeur en 2004. La *« grande époque »* : environ 500 ouvriers produisaient alors en moyenne 600.000 tonnes par an, contre 200.000 en 2018. Un travail dur mais *« Nous en sommes fiers. Comme des mineurs, à la fin de la journée, nous sommes sales, mais on a sorti un produit à haute valeur ajoutée »,* dit-il fièrement.

Son directeur, M. Orban comprend cette fierté : *« Les ouvriers sont des passionnés, attachés à leur usine »*. Diplômé de l'université catholique de Louvain, Cédric Orban est né à Bruxelles d'une mère femme au foyer et d'un père ingénieur informaticien. Père de six enfants, il partage sa vie entre Valenciennes, Paris et parfois sa maison de campagne, au milieu de la forêt de Compiègne, où il aime jardiner. Ingénieur civil de formation, l'industriel Cédric Orban a pris la tête d'ASCOVAL en janvier 2017, dix mois avant le placement en redressement judiciaire d'Asco Industries, son actionnaire principal, et après être passé notamment par Usinor et ArcelorMittal. *« A sa place, beaucoup seraient déjà partis... »,* glisse Nacim Bardi. Les salariés ont fait grève 2 semaines en octobre 2018 mais c'était normal estime l'industriel. : *« Il prévalait une forme d'injustice, ils se retrouvaient sans repreneur alors qu'ils ont un bel outil, des compétences manifestes et ont un personnel qui a montré son sens des responsabilités ».*

Footballeur amateur, père de trois enfants, Nacim Bardi a grandi à Quiévrechain, à la frontière belge. Sa mère était femme au foyer et son père, décédé d'une maladie causée par l'amiante, soudeur chez Bombardier à Crespin. Malgré ses activités syndicales, Nacim Bardi, 31e sur la liste du PCF pour les élections européennes, exerce encore à temps plein : *« Il faut rester proche des collègues, sinon vous êtes déconnecté »,* soutient l'ouvrier. Et, grâce à cela, *« il est un porte-voix parfait des salariés car il parle la même langue qu'eux, il est en symbiose »,* approuve Fabien Roussel, le député communiste du Nord.

« Il a une carrure de meneur d'hommes sans y paraître. Il sait se faire entendre et les gens le suivent », ajoute un membre de la direction de l'usine qui décrit Nacim Bardi comme un *« syndicaliste hors normes, affilié CGT mais constructif ». « Fervent batailleur, je l'ai vu s'effondrer en larmes après de mauvaises annonces »,* raconte Bruno Kopczynski, délégué CFDT et porte-parole de la coordination syndicale d'ASCOVAL.

En période de négociations, *« il y a toujours un rapport de force avec la direction, mais ce rapport est sain, il n'y a pas de cachotteries »*, assure Nacim Bardi. Car *« nous sommes tous convaincus que nous pouvons continuer à vivre ! »*, conclut Cédric Orban. Une belle claque pour Philippe Darmayan, le président de l'Union patronale des Industries et des Métiers de la Métallurgie (UIMM) qui avait, à la radio, condamné à la fermeture les usines Ford de Blanquefort et d'ASCOVAL, les jugeant *« non rentables, dépassées, non viables ».* Une autre belle claque serait que la liste de Ian Brossat remporte suffisamment de suffrages pour faire élire au parlement européen des salariés comme Nacim Bardi

Traités européens : à gauche, qui a voté quoi ?

Le Rouge-Gorge poursuit aujourd'hui son tour d'horizon des différentes listes de gauche pour ces élections européennes. A cette occasion, il nous a semblé utile de rappeler les votes des uns et des autres face aux différents traités ultra-libéraux qui ont émaillé la construction de l'Europe. Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le dossier mis en ligne par le journal « Le Monde » sur les votes des 82 eurodéputés français

LA GAUCHE ET LES TRAITES LIBERAUX					
	MAASTRICHT 1992	AMSTERDAM 1997	NICE 2001	TCE 2005	LISBONNE 2007
VERTS	POUR	POUR	POUR	POUR	POUR
PS	POUR	POUR	POUR	POUR	POUR
Hamon	POUR	POUR ?	?	CONTRE	ABSTENTION
Mélenchon	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE
PCF	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE

EELV : l'écologie en solitaire

Traditionnellement, l'élection européenne est celle où Les Verts obtiennent leurs meilleurs résultats, notamment en 2009 où leur candidat Daniel Cohn-Bendit avait réuni 16,28 % des suffrages. EELV-Les Verts a donc décidé de faire cavalier seul pour cette élection de 2019, sous la conduite de Yannick Jadot, contrairement à l'élection présidentielle où ce dernier s'était désisté en faveur du candidat socialiste Benoit Hamon.

Europhile et fédéraliste de longue date, la liste Europe Ecologie mise sur ses eurodéputées Michèle Rivasi ou Karima Delli, ou encore sur Marie Toussaint, à l'origine de la pétition « l'Affaire du Siècle », pour faire un bon score. Mais elle est confrontée à la défection de son ancien candidat Daniel-Cohn-Bendit, passé avec armes et bagages dans le camp d'Emmanuel Macron avec un autre ancien député écologiste, François de Rugy, qui a abandonné son ancien parti pour devenir ministre d'Emmanuel Macron en remplacement de Nicolas Hulot.
Autre difficulté majeure pour EELV : elle n'a plus le monopole de l'écologie, comme c'était le cas dans les années 1980. Aujourd'hui, tous les partis de gauche, PCF, LFI, PS, Génération-s ont fait du développement durable le pivot de leurs programmes politiques. Avec notamment une guerre particulièrement féroce de la part de la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. La stratégie d'une « écologie-canal historique » voulue par Yannick Jadot sera-t'elle payante et permettra-t'elle à EELV de renouer avec son score de 2009 ?

LFI - Générations.s - PS - Place Publique : jeux de chaises musicales ?

«*Je ne suis pas la première à rejoindre Génération.s et je ne serai pas la dernière. Il y aura d'autres mercatos, comme on dit au foot.* » C'est par ces mots que Sarah Soilihi, l'ancienne candidate de la France Insoumise dans la 3e circonscription de Marseille, a présenté officiellement son ralliement au mouvement dirigé par Benoît Hamon. C'est peu dire que celle qui fut porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, a été bien accueillie par l'ex-candidat socialiste à la présidentielle, en pleine préparation des élections européennes. Une « prise de guerre » qui vient compenser la défection d'Aurore Lalucq, la porte-parole de Génération.s qui , elle, vient de rejoindre la liste du PS et de Place Publique emmenée par l'écrivain Raphaël Glucksmann. Mais, par delà ces jeux de chaises musicales entre porte-paroles, une certitude demeure, hélas : tous ont refusé la constitution d'une liste unie de la gauche aux élections européennes. Pour leur part, les communistes ont agi jusqu'à la date limite du dépôt des listes pour unir la gauche

Rassemblement National : la liste salut les copains

Comme une provocation, Marine Le Pen a nommé en 10ème place sur la liste du Rassemblement National son assistante personnelle, Catherine Griset, mise en examen dans l'affaire des emplois présumés fictifs d'assistants parlementaires. Autre ami de trente ans de la présidente du RN, Jean-Lin Lacapelle figure en 23e position quand le beau-frère de Marine Le Pen, Philippe Olivier, a été parachuté à la 17e place. Même l'assistante de Jean-Marie Le Pen, Annika Bruna, a été recyclée, en 18e position. Le Parlement européen permet aussi à certains de trouver une occupation, comme le député RN Gilbert Collard (n° 15) qui avait lâché en meeting, le 1er mai : *« l'Assemblée nationale est devenue un endroit où je m'emmerde ». « Qu'est-ce que ça va être à Strasbourg ! »*, a aussitôt persiflé l'un de ses colistiers et néanmoins « ami ». Quant au programme européen, il relève de l'acrobatie : comment faire semblant de s'opposer à l'Europe tout en acceptant toutes ses règles ultra-libérales ? Comment prétendre défendre les gens et refuser l'augmentation du SMIC ? Comment afficher son opposition à l'évasion fiscale et cacher le fait que le nom des Le Pen apparait dans l'affaire des Panama Papers. Pour en savoir un peu plus sur le double langage permanent et les votes des eurodéputés lepenistes, allez jeter un œil sur le dossier réalisé par le journal « Le Monde » : à vous faire dresser les cheveux sur la tête ! Sans parler de l'affichage ostensible de Marine Le Pen avec l'italien Matteo Salvini, qui vient de déclencher une polémique sinistre dans son pays après avoir délibérément prononcé un discours depuis le balcon d'où Mussolini assistait à l'exécution de ses opposants dans les années 20

AEROPORTS DE PARIS : CRASH DE LA PRIVATISATION ?

Pour Macron et son gouvernement, la privatisation des aéroports de Paris (ADP) devait être un plan sans accroc : mais voilà le projet cloué au tarmac... En validant la demande de référendum déposée par 248 parlementaires de tous bords, le Conseil constitutionnel donne raison aux opposants à la mainmise des lobbies de la finance sur ADP, en affirmant que *« l'aménagement, l'exploitation et le développement des aérodromes de Paris-Charles-de-Gaulle, Paris-Orly et de Paris-Le Bourget revêtent les caractères d'un service public national ».* Cette décision du Conseil Constitutionnel ouvre la voie au premier référendum d'initiative partagée (RIP) de la Ve République. Cet outil, introduit dans la Constitution en 2008, n'avait encore jamais été expérimenté. C'est désormais chose faite, grâce aux efforts conjoints des 248 députés et sénateurs socialistes, communistes et insoumis, mais aussi d'élus centristes et républicains, qui avaient lancé une course contre-la-montre le 9 avril pour réunir les 185 signatures requises. *« Une pensée pour Bruno Le Maire et le groupe financier Vinci, »* a tweeté ironiquement Fabien Gay, député PCF et signataire du projet de RIP. *« La fête est finie, les Français vont pouvoir dire stop au bradage de notre patrimoine. »*

Les électeurs sont néanmoins encore loin d'être appelés aux urnes. Reste à franchir une deuxième étape pour déclencher le RIP : obtenir le soutien de 10 % du corps électoral, soit 4,7 millions de citoyens. Un objectif dont on ne peut prévoir la faisabilité, puisque la procédure est inédite. Les défenseurs du RIP auront neuf mois pour faire campagne, à partir du mois de juin. Un site internet sera mis en place afin de collecter les signatures. La campagne de pétitions à venir a toutes les chances de prendre la tournure d'un nouveau « référendum anti-Macron », après les élections européennes.

Le gouvernement a cependant encore une carte à jouer pour enterrer le RIP. Selon le texte de 2008, si le projet de loi de privatisation est mis à l'ordre du jour de l'une des deux chambres, Assemblée National ou Sénat, il ne pourra plus faire l'objet d'un référendum. Mais la manœuvre serait grossière, d'autant que Macron a justement promis de faciliter le RIP lors de sa dernière conférence de presse, notamment en abaissant le seuil de signatures citoyennes à 1,5 million.

Le comité de soutien à la liste du PCF aux élections européennes fait le plein

Patrick Pelloux

Lassana Bathily

Costa-Gavras

Lydie Salvayre

Présidé par Lassana Bathily, le héros de l'hypermarché casher, le comité de soutien à la liste emmenée par Ian Brossat a fait tilt dans le monde des medias : on y trouve l'actrice Josiane Balasko, le médecin urgentiste et ancien de l'équipe de Charlie Hebdo Patrick Pelloux, l'ancien secrétaire de la CGT Bernard Thibault, la sociologue Monique Pinçon-Charlot, l'écrivaine prix Goncourt 2014 Lydie Salvayre, le cinéaste Costa-Gavras, auteur des films cultes « Z » et « l'aveu » , le plasticien Ernest Pignon-Ernest, pionnier du street-art

Josiane Balasko

Bernard Thibault

Monique et Michel Pinçon-Charlot

Pignon-Ernest et son Rimbaud